

Aujourd'hui, des jeunes majeurs scolarisés dans les lycées hauts-normands sont comme partout en France menacés d'expulsion. Des élèves que rien ne distingue de leurs camarades, si ce n'est que pèse sur eux en permanence, de par le refus du gouvernement de leur accorder un titre de séjour, la crainte d'une expulsion vers un pays que bien souvent ils ne connaissent pas. Ces lycéens souhaitent tout simplement poursuivre leurs études espérant y trouver les conditions d'une intégration réussie.

Des collectifs se sont constitués pour faire connaître ces situations dramatiques et obtenir leur régularisation. Si cette mobilisation citoyenne a déjà permis d'éviter le départ forcé de plusieurs lycéens, les obligations de quitter le territoire français n'ont fait qu'augmenter ces derniers mois. Pire, la fin de l'année scolaire ne marquera pas le début des vacances d'été, mais bien le commencement d'un calvaire.

La mobilisation en urgence des élus régionaux durant l'été est nécessaire contre la reconduite à la frontière de lycéens et apprentis sans papiers, et pour le suivi de leur scolarité.

Parrainer ces jeunes, c'est mettre autour d'eux une protection. Le groupe des Verts affirme sa détermination à défendre tous les cas d'élèves concernés dans les lycées de Haute-Normandie et apporte son soutien aux organisateurs de la mobilisation pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de chaises vides à la rentrée de septembre.